



LANDES



SYNDICAT
NATIONAL
DES
FINANCES
PUBLIQUES

Monsieur le Directeur départemental des Finances publiques des Landes,

A l'issue de votre première année à la tête de la DDFiP des Landes, vous avez réussi à fortement mécontenter une majorité des agents et à ressouder l'intersyndicale.

En effet, toutes les réformes et réorganisations que vous portez depuis un an sont rejetées par les agents et leurs syndicats car elles ne servent qu'à préparer de nouvelles suppressions d'emplois et de services. Aucune d'entre elles n'améliorent la qualité de nos missions ni la présence du service public, bien au contraire. Personne n'est dupe.

Mais malgré notre opposition argumentée et soutenue par les personnels, vous passez en force, au mépris du dialogue dit social. Par votre attitude, et celle de votre adjointe, les institutions représentatives des personnels sont vidées de leur sens et de leur intérêt.

En matière de gestion des « ressources humaines », vous avez là aussi montré toute l'étendue de votre inhumanité, en préférant tenter de sauvegarder les statistiques des services plutôt que les droits des agents.

Et que dire de vos projets hasardeux de déménagements qui, au-delà du manque de financement, dégradent les conditions de vie au travail des agents concernés ! Et ce n'est pas en détournant de l'argent des caisses du CHSCT que la situation sociale s'améliorera.

Après une grève particulièrement bien suivie le 10 octobre dans les Landes, tant sur des revendications nationales que locales, les agents et leurs représentants exigent d'être entendus.

Plus de 50 % des agents C, près de 50 % des contrôleurs, 30 % d'inspecteurs et 12,5 % d'employés supérieurs, plusieurs services fermés, cela nécessite à tout le moins de votre part une réponse urgente aux revendications qui relèvent de votre compétence.

C'est pourquoi nous vous demandons de nous recevoir en audience le plus rapidement possible.

Nous vous remettons les pétitions qui circulent actuellement dans tout le département : Les agents contestent et rejettent le bien fondé des réformes / réorganisations, exigent l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et refusent de déménager tant que l'amélioration de leurs conditions de vie au travail et d'exercice des missions n'est pas garantie.

Il est de votre responsabilité et dans vos attributions d'y répondre.

Les secrétaires des sections syndicales Solidaires, CGT, CFDT et FO.